

Dans les manifestations du Premier mai Et chaque jour, dans les entreprises et les services **Unité syndicale pour gagner !**

Une journée nationale de grève et de manifestations, le 18 mars...

Le 18 mars dernier à l'appel unitaire de CGT/FO/FSU/Solidaires, plusieurs secteurs étaient en grève et des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations. Face à des remises en cause de nombreux droits, de notre pouvoir d'achat et de nos emplois, nous avons besoin de journées de convergence, unifiant les luttes menées dans diverses professions et régions.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est de la responsabilité des organisations syndicales, non seulement de soutenir les travailleurs et les travailleuses qui agissent pour leurs revendications, mais aussi de favoriser le renforcement des luttes et leur issue victorieuse, notamment en les coordonnant nationalement.

Mais aussi des grèves et manifestations, chaque jour !

Ces derniers temps, il y a eu des grèves nationales à La Poste, la Sécurité Sociale, aux Finances publiques, à la Douane, etc. ; dans les semaines qui viennent, des grèves ou manifestations nationales sont prévues dans la Fonction publique, les centres d'appel, à la SNCF, pour les retraité-es, etc. Les chômeurs et les chômeuses, les intermittent-es sont en lutte, contre la régression de leurs droits. Et puis, il y a les innombrables conflits sociaux (grèves, débrayages, rassemblements, manifestations,...) qui se déroulent chaque jour, dans de nombreuses entreprises, dans toutes les régions, dans tous les secteurs professionnels.

Chaque jour, il y a des luttes sociales en France !

Les capitalistes nous coûtent cher !

Du pacte de responsabilité à l'accord UNEDIC, il est faut noter la différence de traitement entre deux catégories de personnes qui ne travaillent pas. Envers celles qui sont « inactives » parce que licenciées, non embauchées, voire discriminée, exclues, ... on accroît sans cesse le contrôle social et les obligations, on réduit les revenus jusqu'à la misère. Mais pour les actionnaires qui ne vivent que de notre travail, on débloque des milliards, on « simplifie les procédures administratives », etc.

Le coût du travail est une invention des patrons pour justifier une exploitation toujours plus grande des salarié-es. **Ce qui coûte, ce sont les sommes faramineuses confisquées par une toute petite minorité.**

La répartition des richesses produites est une question centrale. Au-delà, dans les entreprises et les services, c'est la légitimité d'une minorité à décider pour tous et toutes que nous remettons en cause : **puisque personne ne travaille pour nous, que personne ne décide pour nous ! La vraie démocratie sociale passe par là.** Les services publics, les moyens que la société décide d'y consacrer, leur fonctionnement et la place des usagers, sont des priorités, car ils sont un moyen de la solidarité dans notre société.



Nous avons raison d'agir !

- Avec Valls comme avec Ayrault, le gouvernement de François Hollande confirme son choix de mettre en œuvre le pacte dit « de responsabilité », qui ne sert qu'à perpétuer l'enrichissement des actionnaires au détriment de l'immense majorité de la population.
- Des organisations syndicales ont signé avec le patronat un accord qui détériore encore les droits des chômeurs et des chômeuses.
- Le 1^{er} avril, pour la première fois cette année, les pensions des retraité-es n'ont pas été revalorisées.
- Dans la Fonction publique, les avancées sociales sont inexistantes et les reculs se poursuivent à travers la suppression de milliers de postes et la poursuite du gel des salaires.
- A travers la métropolisation et les réformes territoriales, l'Etat détruit l'aménagement du territoire, institutionnalise les inégalités, condamne des régions et leurs populations.
- Le patronat, fidèle à ses habitudes et à ses principes, empêche les « aides à l'emploi » payées par l'argent public et licencie à tour de bras ; il y est encouragé par la « loi d'insécurisation de l'emploi », issue de l'accord que certaines organisations syndicales, là encore, ont signé avec le patronat et à son seul profit.
- La politique du gouvernement face à la crise, à l'accroissement du chômage et de la misère, l'absence de projet alternatif global, utopique et crédible, conjuguée au triste spectacle donné par nombre d'hommes et de femmes politiques, renforcent le désarroi populaire et provoquent des poussées nationalistes, racistes, homophobes, sexistes, réactionnaires, sous différentes formes.

Unité pour un 1^{er} mai internationaliste, revendicatif, résistant et conquérant !

Pour l'Union syndicale Solidaires, les initiatives prises par quatre organisations (CGT, FO, FSU, Solidaires), à plusieurs reprises depuis de nombreux mois, montrent une convergence sur l'essentiel : la volonté de pratiquer et de renforcer un syndicalisme qui n'a pas pour objet d'accompagner les décisions patronales, fussent-elles relayées par le gouvernement comme c'est souvent le cas.

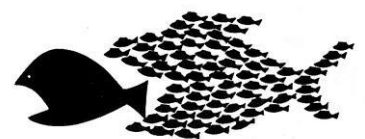
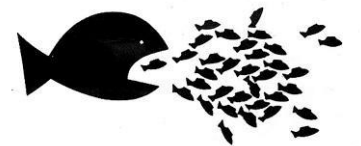
L'Union syndicale Solidaires appelle à organiser de massives manifestations unitaires le Premier mai, dans l'unité, CGT, FO, FSU, Solidaires. C'est déjà le cas en Ile-de-France et dans plusieurs départements. Renforçons cet élan unitaire !

Dans l'unité, réaffirmons les valeurs portées par la majorité des salarié-es, à l'opposé des idées et pratiques réactionnaires de l'extrême-droite !

Unité pour conquérir de nouveaux droits et contribuer à une profonde transformation sociale !

Pour en finir avec les mauvais jours, pour renverser la tendance, arrêter les licenciements, réduire le temps de travail, transformer les emplois précaires en emplois statutaires ou à durée indéterminée, sauver nos retraites et la Sécurité Sociale, pour en finir avec les discours et les actes racistes ou sexistes, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et le renforcement des solidarités.

Organisons-nous et luttons contre le capitalisme et le patronat pour reprendre ce qu'ils nous ont volé !



Le Syndicat S.U.D appelle à participer massivement au rassemblement le :
Judi 1^{er} Mai à 10h30 devant la bourse du travail
Place Gracchus Babeuf 02100 Saint-Quentin.
